



**Arrêté temporaire n°2026AT_0406
Portant réglementation de la circulation**

RD B0767 G et RD B0767

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5 ;
- Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1 ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire ;
- Vu** le Code de la voirie routière ;
- Vu** le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;
- Vu** la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;
- Vu** l'arrêté départemental en date du 23 décembre 2024 portant délégation de signature ;
- Vu** la demande émise par L'Agence Technique Départementale Sud Est aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation ;
- Vu** l'avis favorable du Maire de la commune de SAINT-AVE en date du 19/02/2026 ;
- Vu** l'avis réputé favorable du Maire de la commune de VANNES en date du 25/02/2026 ;
- Considérant** que des travaux Entretien de voirie rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 25/02/2026 au 03/03/2026 sur la :
- RD B0767 G du PR 0+0448 au PR 0+0210 ;
 - RD B0767 G du PR 0+0624 au PR 0+0459 ;
 - RD B0767 du PR 0+0279 au PR 0+0417 ;
- sur le territoire de SAINT-AVE ;

ARRÊTE

Article 1

À compter du 25/02/2026 et jusqu'au 03/03/2026, la circulation des véhicules est interdite de 9h00 à 16h30 sur la RD B0767 G du PR 0+0448 au PR 0+0210. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de secours et véhicules du département intervenant dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation de la route.

Article 2

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour tous les véhicules circulant Le Poteau (commune de St Avé) vers Vannes. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- D135, de D135 jusqu'à D135
- RD B0767 du PR0+0270 au PR0+0527
- RD 767 du PR4+0156 au PR5+0502
- RD B0767 du PR0+0674 au PR0+0878
- RD 308 du PR10+0062 au PR10+0566

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

Article 3

À compter du 25/02/2026 et jusqu'au 03/03/2026, la circulation des véhicules est interdite de 9h00 à 16h30 sur la RD B0767 G du PR 0+0624 au PR 0+0459. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de secours et véhicules du département intervenant dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation de la route.

Article 4

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour tous les véhicules circulant de Locminé vers le

Poteau (Commune de St Avé). Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RD 767 G du PR 4+0065 au PR 2+0008
- GIRATOIRE DES 3 ROIS (D767), de l'ALLEE DU DOLMEN jusqu'à D135B
- RD 767 du PR2+0129 au PR3+0676
- RD B0767 du PR0+0082 au PR0+0269
- RD 135 du PR16+0095 au PR16+0019

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

Article 5

À compter du 25/02/2026 et jusqu'au 03/03/2026, la circulation des véhicules est interdite de 9h00 à 16h30 sur la RD B0767 du PR 0+0279 au PR 0+0417. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de secours et véhicules du département intervenant dans le cadre de l'entretien et de l'exploitation de la route.

Article 6

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour tous les véhicules circulant Le Poteau (Commune de St Avé) vers Locminé. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- D135, de D135 jusqu'à D135
- RD B0767 G du PR0+0455 au PR0+0023
- RD 767 G du PR3+0379 au PR2+0002
- GIRATOIRE DES 3 ROIS (D767), de l'ALLEE DU DOLMEN jusqu'à D767
- RD 767 du PR2+0137 au PR4+0063

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

Article 7

La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire du chantier seront à la charge du demandeur, L'Agence Technique Départementale Sud Est et devront être conformes aux principes énoncés dans le manuel du chef de chantier édité par le CEREMA et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

La signalisation de déviation sera mise en place et maintenue par l'agence technique départementale.

Article 8

Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre du chantier et de la déviation.

Article 9

Le directeur des infrastructures et des mobilités, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Fait à VANNES, le 25 février 2026

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,

Le Directeur des infrastructures et des mobilités


Xavier DOMANIECKI

DIFFUSION :

- Madame la Maire de Saint-Avé
- Monsieur le Maire de Vannes
- GENDARMERIE 56
- Direction des affaires juridiques et des assemblées
- SDIS 56
- Monsieur le Maire de Meucon
- ANTENNE DE VANNES (BREIZHGO)
- Monsieur Fabrice DUPONT (KICEO)
- Monsieur Frédéric SIMON (KICEO)

INFORMATIONS IMPORTANTES

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naître une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.

Informatique et liberté : Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :

- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;
- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.

Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données*, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.



L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou cil56@morbihan.fr.

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur www.cnil.fr.



Plan de déviation - Arrêté 2026AT_0406

Légende

-  Emprise
-  Déviation

